

Paris, le 9 octobre 2026

Tribune libre Réforme du titre-restaurant : Collectif cessons de débattre du lieu d'achat, parlons enfin de la qualité de notre alimentation

Depuis plusieurs années, le débat sur les titres-restaurant tourne en rond. Les restaurateurs défendent leur modèle. La grande distribution défend le sien. Les consommateurs demandent davantage de liberté. Le Gouvernement cherche un compromis.

Tout le monde parle du lieu où l'on dépense son titre-restaurant. Presque personne ne parle du modèle alimentaire qu'il permet d'encourager. Pourtant, c'est bien là que se situe la question d'intérêt général.

Chaque année, plus de 10 milliards d'euros de titres-restaurant sont exonérés de cotisations sociales et soutenus par la puissance publique. Nous ne parlons donc pas seulement d'une aide salariale. Nous parlons d'un outil de politique alimentaire, qui pourrait à la fois renforcer la liberté de choix des consommateurs et soutenir des filières agricoles de qualité, créatrices de valeur pour les producteurs. Et toute politique publique devrait répondre à une question simple : quel comportement souhaitons-nous encourager ?

Aujourd'hui, le titre-restaurant permet d'acheter aussi bien un plat préparé ultra-transformé qu'un panier de légumes, une salade industrielle qu'un repas cuisiné, une boisson sucrée qu'un produit biologique. Le dispositif est neutre. Or l'alimentation ne l'est pas.

Jamais les Français n'ont autant exprimé leurs préoccupations autour de la santé, de la qualité des aliments, de l'ultra-transformation ou des contaminants. Dans le même temps, l'État investit des milliards dans la prévention des maladies chroniques liées à l'alimentation. Nous continuons pourtant à considérer le titre-restaurant comme un simple instrument de pouvoir d'achat. C'est une vision incomplète. Car le véritable enjeu est celui du pouvoir de choix.

Le pouvoir de choisir une alimentation meilleure pour sa santé, en accord avec les recommandations du PNNS*. Le pouvoir de choisir une agriculture plus respectueuse des ressources. Le pouvoir de choisir des produits dont la qualité est reconnue (SIQO)** . Aujourd'hui, ces choix restent souvent les plus coûteux. Pourquoi ne pas utiliser le titre-restaurant pour les rendre plus accessibles ? D'autres politiques publiques le font déjà.

Nous bonifions certains équipements énergétiques. Nous aidons l'achat de véhicules moins polluants. Nous accompagnons les rénovations performantes.

Le titre-restaurant pourrait, demain, intégrer un bonus alimentation durable en grande distribution, offrant un avantage supplémentaire lors de l'achat de produits sains et issus de démarches de qualité, notamment les signes officiels de qualité et d'origine, dont le bio. Sans restreindre les usages actuels, ce dispositif donnerait aux consommateurs davantage de pouvoir de choix et rendrait une alimentation de qualité plus accessible au quotidien.

Plutôt que d'opposer distributeurs et restaurateurs, ouvrons un débat plus utile : comment faire du titre-restaurant un véritable levier de transition alimentaire ? L'enjeu n'est pas de privilégier

un lieu d'achat plutôt qu'un autre, mais d'aider chacun à choisir des produits meilleurs pour sa santé et pour l'environnement.

*PNNS : programme national nutrition santé

** SIQO : signes officiels de qualité et de l'origine (labels officiels reconnus par l'Etat et l'Union européenne)

Les signataires (28)

- Thomas Breuzet, Président, **Synabio**
- Stéphanie Clément-Grandcourt, Directrice Générale, **FNH**
- Fanny Giansetto, Présidente, **Ecotable**
- Julien Derville, Fondateur **Ekip**
- David Garbous, Président du **Collectif En Vérité**
- Julie Stoll, Déléguée Générale, **Commerce Equitable France**
- Julien Bourgeois, Président, **FOREBio**
- Pierre Mainaud, Président, **Demeter France**
- Thierry Stoedzel, Directeur Général, **Ecocert France**
- Christelle Le Hir et Christophe Barnouin, **co-présidents, Maison de la Bio**
- Loeiz Lanneshoa, Président, **Bio Cohérence**
- Guy Deberdt, Président, **Bio Partenaire**
- Christelle Le Hir, Présidente, **Synadis Bio**
- Marc Batty, co-fondateur, **FEVE (Fermes en vie)**
- Olivier Chaloché, co-président, **FNAB**
- Edouard Toulouse, Président, **Réseau Action Climat**
- Marc Dufumier, Président d'**Agri Paris Seine**
- Véronique Andrieux, Directrice Générale, **WWF France**
- Caroline Span, présidente, **On Est Prêt**
- Jean-Marc Loizeau, Président, **FedeLIS (label rouge)**
- Marc Buisson, Président-directeur général, **Upcoop**
- Yvan Savy, Directeur, **CIWF France**
- Antoine Tirot, Responsable secteur Consommation/Économie/Environnement
Confédération Syndicale des Familles
- Vincent Rousselet, directeur, **Bio Équitable en France**
- Christine Ferron, Déléguée générale, **Fédération Promotion Santé**
- Julie Chapon, co-fondatrice, **Yuka**
- Marie-Gabrielle DOMIZI, présidente **ONAV (Observatoire National des Alimentations Végétales)**
- Yannick Anvrouin, membre du Bureau collégial, **Fédération Artisans du Monde**